

505 UN 187/11

4974

(11939)

~~A~~

Transport du mobilier des cheminots repliés

(s) C.D. 21.11.39 42bis VIII

Transport du mobilier des cheminots repliés

21 novembre 1939

QU. VIII - Transport du mobilier des  
cheminots repliés

(s) p. 42bis

M. LE BESNERAIS ...

Cette question du logement des évacués pose un autre problème : celui du transport du mobilier. D'après nos règlements, tout agent muté à titre définitif dans un autre poste a droit au transport gratuit de ses meubles. Ces règles vont s'appliquer sans aucune difficulté pour les agents évacués qui acceptent d'être mutés à titre définitif dans le poste qu'ils occupent actuellement. Mais nombre de ces agents repliés, 95 % environ, ont été mutés à titre temporaire et réintégreront leurs anciens postes, dès que les circonstances le permettront. Devons-nous accorder à ces agents la gratuité pour le transport de leur mobilier dans leur nouvelle résidence ? A mon avis, ce serait inopportun et imprudent, car toutes les populations évacuées s'efforcent de récupérer leurs meubles, et les difficultés qui s'ensuivent font l'objet de nombreuses réclamations. Si nous permettons aux cheminots mutés à titre temporaire d'effectuer gratuitement, ou même à prix réduit, le transport de leur mobilier, nous risquons de créer un précédent dangereux, le bénéfice de cette gratuité étant très vivement réclamé par toutes les populations évacuées. Nous risquerions donc d'être amenés à accorder à tous les évacués les mêmes avantages qu'à notre personnel. Aussi ne paraît-il préférable de décider que le transport du mobilier des agents mutés à titre temporaire sera fait aux conditions normales applicables à tous les usagers du chemin de fer.

Mais, ce principe acquis, il n'en reste pas moins que nous pouvons avoir intérêt à ce que nos agents <sup>rapatrient</sup> ~~revoient~~ leur mobilier, pour éviter notamment de louer des appartements meublés. Nous pourrions donc tempérer la règle très stricte,



que je viens de proposer, par l'octroi éventuel aux intéressés d'une subvention qui correspondrait au maximum à la moitié des frais de transport.

Les agents bénéficieraient ainsi d'une sorte de transport à demi-tarif, et le public, de son côté, serait mal fondé à réclamer, puisque les agents de chemins de fer se trouveraient dans la même situation que les autres évacués, à qui leurs employeurs peuvent accorder des facilités analogues. Et nos agents ne seraient pas davantage privilégiés par rapport aux autres évacués, sous forme d'une priorité quelconque de transport.

Ce régime serait, à mon avis, de nature à aplanir les difficultés et, si vous n'y voyez pas d'inconvénients, je l'appliquerais le plus tôt possible.

M. LE PRESIDENT - C'est, à mon avis, une bonne solution.

M. BOUFFANDEAU - Pour la région de Strasbourg, la population ne peut faire venir son mobilier.

M. LE BESNERAIS - Non. Cette population est hors de cause.

M. BOUFFANDEAU - Nous voudrions cependant qu'il soit possible de faire venir la literie, tout au moins <sup>les</sup> couvertures, car c'est ce qui manque le plus.

M. LE BESNERAIS - En tout cas, la formule que je propose met sur un pied d'égalité tous les évacués, qu'ils soient ou non cheminots.